



Cette nouvelle est rendue publique par une autorisation du chef de l'Etat adressée au ministre délégué à la présidence de la République chargée de la Défense (**MINDEF**) de déployer des armes de précision dans cette partie du pays.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître pour diligences nécessaires que Monsieur le président de la République a marqué son très haut accord pour le déploiement d'un détachement des Forces spéciales dans les théâtres d'opérations des deuxième et cinquième Régions militaires interarmées (Rmia2 et Rmia5) », lit-on de la lettre confidentielle qui tourne en boucle sur les réseaux sociaux, signée par le Secrétaire général à la présidence de la République (SGPR), Ferdinand Ngoh Ngoh, adressée à Joseph Beti Assomo. On comprend dès lors que le haut commandement de l'Armée est déterminé d'apporter une réponse précise et chirurgicale à toute forme d'arme ou de menaces sécessionnistes.

On peut penser ici aux engins explosifs improvisés (EEI), dissimulés sur les voies ou les lieux publics ; il y a aussi les frappes ciblées par l'usage des drones devenues courantes dans les guerres asymétriques. Ces forces spéciales, autant que le Bataillon d'intervention rapide (BIR) ou le Groupement polyvalent d'intervention de la gendarmerie nationale (**GPIGN**) font de toute évidence faire le maillage territorial des deux régions.

A la rentrée scolaire, il va de soi que la protection de l'école dans son ensemble sera une

préoccupation du moment où on sait que les séparatistes ont lancé un mot d'ordre de boycott de la rentrée scolaire et même une fatwa contre l'année scolaire. Il y aura de ce fait un déploiement dans la Rmia2 qui couvre les régions administratives du Littoral et du Sud-Ouest, et la Rmia5 qui s'étend sur les deux régions du Nord-Ouest et de l'Ouest. Il va sans dire, comme on le voit, que les attaques sporadiques dans les régions frontalières du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO), seront aussi au cœur des missions des forces spécialisées.

Ainsi détaillé, le 29 août 2022, date d'autorisation par Paul Biya de ce déploiement, sera à coup sûr marquée d'une pierre blanche dans l'histoire des hostilités en cours dans les deux régions du pays, en proie à une crise sécessionniste depuis décembre 2016.

Bientôt donc 6 ans que dure la saignée, avec un bilan des plus catastrophiques à tous points de vue pour le pays. Le bilan humain, en 2021 selon les chiffres de l'ONG Human Rights Watch, fait état de 4000 civils tués, plus de 712.000 personnes sont déplacées et 2.200.000 autres sont dans le besoin d'une aide humanitaire. D'après l'Onu, 700.000 élèves étaient déscolarisés en mars 2021 à cause de la crise. La crise du **NOSO**, c'est 20% des capacités du Cameroun qui sont en berne depuis bientôt 6 ans, une urgence à régler au plus tôt.

Le Messenger